

AVANT-PROPOS

Le 8 mai 2002, il m'a fallu rendre les clés du secrétariat d'État à l'Économie sociale et solidaire. Le bilan du gouvernement Jospin présentait le meilleur visage social et économique depuis vingt ans, avec un chômage en recul d'un tiers, des grands comptes sociaux en équilibre, la création de la couverture maladie universelle, un chômage des jeunes descendu de 25 % à 15 %. Cependant, l'importance de l'intégration des enjeux du développement durable dans une grande politique nationale n'a pas alors été comprise. Les maladresses en cours d'exercice entre composantes de la gauche plurielle, le déroulement improbable de la campagne présidentielle du principal candidat et les contradictions qui traversaient les Français – qui, voulant le plus, ont eu le pire – ont fait s'achever un cycle. Depuis, par manque de courage, de lucidité et de volonté de tirer les enseignements de cet événement, le sujet est tabou et la gauche s'interdit, depuis huit ans, toute analyse.

À l'annonce tardive de l'avarie – personne n'a prévenu le candidat à la présidentielle Lionel Jospin quand, vers 18 h 45, tous les états-majors ont su le caractère qu'avait pris le second tour –, le capitaine décide de quitter le navire, laissant l'équipage déboussolé le renflouer. Dans cette tempête du 21 avril, la campagne législative qui a suivi a été compliquée. Comme bien d'autres élus de gauche, je devais perdre ma circonscription à quelques centaines de voix. Pourquoi aller voter puisque Chirac avait gagné ? Le peuple de gauche, désemparé, est resté à la maison. Le quinquennat a été une erreur, tout au moins le couplage des deux

Et si on passait enfin au vert ?

échéances, présidentielle et législative. Nous sommes des rares d'ailleurs, à gauche, à avoir voté contre à l'Assemblée nationale. Au nom du vieux principe selon lequel, sous la V^e République, on ne s'autorise pas à toucher aux institutions pour des visées personnelles.

Pour moi allait commencer une longue période de reconstitution professionnelle, loin des joutes politiques. Une ère s'ouvrait pour approfondir ma lecture des enjeux contemporains, tenter de saisir, entre les refus d'évolution de la social-démocratie et l'incapacité des Verts à incarner politiquement à eux seuls une alternative, où pouvait se trouver la dynamique de modernisation de la gauche et, à travers elle, le dessin de nouveaux horizons de progrès collectifs pour nos sociétés. La dynamique Europe Ecologie indique la direction.

Quatre solidarités

Homme de gauche sûrement, écologiste de toujours, j'ai essayé de comprendre la part de l'héritage et celle des apports de ma famille politique. J'en suis arrivé à l'idée que la synthèse moderne passe par la préservation des solidarités construites et conquises par l'histoire des gauches, avec en premier lieu la redistribution par l'impôt (*solidarité entre catégories sociales*) ainsi que la mutualisation des risques de santé pour les générations contemporaines et les droits à la retraite (*solidarité intergénérationnelle*). Mais aussi par la prise en compte de deux solidarités nouvelles que propose l'écologie politique. Les progrès sous-tendus par des logiques productivistes n'en sont pas vraiment s'ils impliquent un accaparement des ressources d'autrui et le mépris du droit d'autres peuples à leur émancipation. Les termes des échanges et des coopérations doivent être révisés en conséquence. C'est la *solidarité entre gens d'ici et gens d'ailleurs*. Le développement durable est celui qui n'obère pas les droits légitimes des générations à venir, qui peut assurer dans de bonnes conditions les fondamentaux de leur existence et de leur épanouissement. C'est la *solidarité avec les générations futures*.

La gauche du XXI^e siècle est celle qui conduira un projet audacieux, fille de toutes les gauches anciennes par l'héritage des deux premières solidarités, innovatrice par l'installation

des deux nouvelles. La recomposition de la gauche qui s'amorce repose sur la capacité à mettre l'ensemble en dynamique, à réaliser une synthèse méthodique de ces quatre solidarités.

La droite, quant à elle, a eu la tentation, au cours des années 1990, de supprimer le système de retraite par répartition. Actuellement, le gouvernement laisse dangereusement dériver les déficits de la Sécurité sociale. Il baisse les impôts des foyers très aisés et, dans le même temps, creuse les déficits abyssaux des grands édifices sociaux, alors qu'en 2002 nous connaissions un quasi-équilibre. En 1997, nous avons trouvé la Sécurité sociale avec un déficit de 7,5 milliards de francs, elle a été rendue à la droite cinq ans après presque à l'équilibre, après être redevenue positive en 2001. Entre 2002 et 2007, le déficit s'est retrouvé à 15 milliards d'euros (soit le double d'avant 1997). La crise a entraîné le doublement de ce chiffre en moins de deux ans.

Qu'est-ce qui les gratte ?

Que Claude Allègre soit devenu le pourfendeur tonitruant et maladroit de toute forme d'écologie, soit. Il est d'ailleurs intéressant de voir qu'il mélange tout. Prenant appui sur une série d'affirmations qui tendent à démontrer l'inexistence du réchauffement climatique, il aurait donc raison en toutes choses. Pas de problème d'énergies sales et contingentées, pas de problème de démographie, pas de guerre de l'eau. Ou seulement quand lui s'en occupe... Dans cette logorrhée qui met bout à bout des affirmations, invente des contradictions, imagine des oppositions, modifie au gré des besoins des travaux scientifiques en dehors de toute déontologie, il n'y a au bout de tout cela, probablement, que le traitement de l'égo d'un homme. Lui, le géologue français, a raison contre la communauté scientifique mondiale.

Ce qui m'a encore plus surpris pendant cette campagne est la charge de madame Élisabeth Badinter. Qu'elle s'inquiète d'un recul du droit des femmes, nous pouvons partager son souci. Mais voilà que cela est dû à un courant de pensée du retour à la nature ! Et de prendre l'exemple de la supposée pression exercée sur les jeunes femmes pour retourner à l'allaitement de leur bébé. Au passage, sa

Et si on passait enfin au vert ?

génération nourrie au lait en poudre présente la plus grande longévité... Vous savez, un de ces raisonnements faux où, de manière simpliste, on isole un facteur pour expliquer un phénomène complexe et multifactoriel. Le retour au sein, c'est le retour à la nature. La nature, c'est les écolos. La chef des écolos, c'est Duflot. Voilà, brave gens, voyez cette coupable qui veut obliger les jeunes femmes à retourner à la hutte, au stade primal.

Ceci est un amalgame scandaleux et un raccourci qui, de fait, cachent un malaise et une incompréhension. Le malaise peut s'expliquer devant un réel courant de *deep ecology* qui existe de manière marquée chez les Anglo-Saxons et de manière marginale en France. Mais le mouvement d'écologie politique continental européen est loin de cela. L'ignorer ou feindre de l'ignorer est une tromperie.

L'incompréhension, par ailleurs, est sans doute sur le terrain social. Dans un monde où l'environnement fait réellement peser des menaces, dans un monde où l'accès à l'emploi est contesté en permanence à beaucoup de jeunes et sur de longues périodes de vie, dans un monde où même faire l'amour représente un danger, oui, il est probable que, pour une génération, le repli sur la seule dimension maîtrisable, la vie personnelle et intime, ait repris une importance plus nette. En tout cas, je peux vous dire, madame, que vous avez fait hurler toutes les féministes, jeunes et moins jeunes, mais nombreuses, que comptent les rangs d'Europe Écologie.

Alors je me suis demandé, ne faisant pas l'affront à ces personnalités de les soupçonner d'être mues par une quelconque arrière-pensée électorale, quelle était la logique unifiant toutes ces attitudes, et j'ai pris ce fil. La sacro-sainte opposition factice entre nature et culture, entre nature et civilisation. Cette opposition n'est que l'application artificielle du raisonnement cartésien. Il faut opposer et choisir. Nous sommes donc sommés de renoncer à être « civilisés » ou d'opter pour la domination sur la nature. Il faut même choisir de la supprimer, peut-être, pour ne plus en avoir peur, le stade ultime étant le rêve de Monsanto de générer des plantes incapables de jamais plus se reproduire.

Le problème est que l'intelligence contemporaine doit justement produire la conciliation entre les attributs de

la science et de la culture pour les mettre au service de la préservation du bien commun. Ce n'est pas d'opposition artificielle que nous avons besoin mais de convergence, d'imbrication, de synergies.

Nous revoilà aux Lumières pour ses grandeurs et ses zones d'ombre. La grandeur est la libération des pensées déterministes, qui interdisaient à l'homme d'inventer, de s'extirper de sa condition et des « obligations immuables ». La notion de progrès apparaît alors comme une quête, un horizon. Le danger guette quand cette quête du progrès devient une croyance en un progressisme linéaire, continu, universel. Notre progrès n'a été possible que par une expansion géographique et politiquement agressive, un accaparement de la ressource et une mise en esclavage ou, pour le moins, en servitude des peuples des autres continents. Edgar Morin, dans *Penser l'Europe*, nous donne à comprendre le big-bang du progrès chez nous par l'expansion ailleurs, puis le retour de ces énergies accumulées extérieurement vers l'intérieur du continent européen, et son corollaire aux conséquences monstrueuses, le nationalisme. Cette linéarité dont vous vous parez n'a pas concerné l'humanité tout entière et a été conçue à une époque où nous n'atteignons pas le milliard d'habitants. La question contemporaine n'est donc pas d'opposer les Lumières au retour à un quelconque obscurantisme. La question est de trouver le chemin de l'émancipation pour tous et « du contrat naturel », pour reprendre le titre de Michel Serre.

J'évoquerai à peine l'émission des six grandes voix d'Europe 1, où les journalistes présents faisaient assaut de poncifs maintes fois répétés, s'engouffrant dans la brèche ouverte par Allègre et répétant à l'envi toutes les inexactitudes proférées par ce dernier.

« Pour qu'un ciel flamboie, le rouge et le noir ne s'épousent-ils pas ? », et voilà Julliard et Ferry, parfois passionnants, parfois bien-pensants, l'un tuant l'écotaxe d'un revers de main, application socialement injuste, millénariste, etc., le second nous plaçant son libéralisme économique comme solution à tous les maux, mâtinée à nouveau d'une opposition factice entre raison et nature. Jusqu'à s'étonner que la communauté scientifique, traînée dans la boue, accusée de

Et si on passait enfin au vert ?

mensonge et de racket de budget pour les labos, en fasse appel aux autorités. « Un débat scientifique ne peut se résoudre en faisant appel aux politiques, on n'a jamais vu ça »... Et Claude Allègre, ce n'est pas de la politique, peut-être ?

Quand, à cause de l'envolée des cours du brut, la TIPP (Taxe intérieure sur les produits pétroliers) grimpe de plusieurs dizaines de centimes d'euros, personne ne dit rien et les actionnaires de Total encaissent les dividendes alors que l'impact social est puissant. Au demeurant, une fiscalité « contra-cyclique », c'est-à-dire qui baisse la part de l'État (la fameuse TIPP) quand les prix du marché s'envolent et vice versa, a été proposée par un écolo, alors président de l'Ademe, Pierre Radanne, et mise en place sous le gouvernement Jospin. Le gouvernement suivant, auquel vous apparteniez, Luc Ferry, s'est empressé de la supprimer, laissant libre cours au marché. C'est une certaine conception de la régulation du capitalisme. Mais qu'un ministre écolo, de droite cette fois, propose une augmentation d'une poignée de centimes affectés, et nous assistons à un déferlement contre cette ineptie, socialement injuste.

Ceci est un alibi et hors de proportion. Car la question d'une fiscalité qui taxe ce qui est négatif pour encourager ce qui est positif reste entière. Il s'agit aujourd'hui de savoir si des mesures fortes pour lutter contre le réchauffement climatique (tous les relevés climatologiques mondiaux confirment que ces quinze dernières années ont compté les dix années les plus chaudes...), clairement orientées et socialement accessibles, seront prises.

Mais, pour envisager des mesures, encore faut-il intégrer les raisons qui les rendent nécessaires, notamment la raréfaction des ressources, qui entraînera *ipso facto* une élévation des coûts des fluides, pénalisant d'abord les plus modestes. Être préoccupé des questions sociales, c'est anticiper cela, et urgemment. De cela, amis sociaux-démocrates, nous allons débattre pour préparer 2012.

Avez-vous si peur que cela de votre bilan carbone ? Quand Allègre affirme que la vraie question, c'est la faim dans le monde, oui, monsieur le géologue, mais avouez quand même que ce n'est pas dans la disparition du potentiel agronomique que se trouve le chemin. L'éradication de

la nature, stade ultime du cartésianisme accompli, est un projet totalitaire. La question du combat contre des OGM en plein champ est donc légitime. Mais peut-être pouvons-nous encore nous retrouver sur l'approche sociale de l'accès à la terre pour les misérables des temps modernes que sont les paysans sans terre.

Monsieur le philosophe, vous ne savez que répondre quand votre libéralisme triomphant prive les paysans d'accès à la terre, arase les forêts, aggrave lourdement le bilan des rejets de gaz à effet de serre (GES), pour des productions d'exportation vers notre industrie de l'élevage, quand ce n'est pas vers des réservoirs de voiture. Et le souci de régulation, que nous partageons sincèrement, ne suffit pas à masquer la brutalité d'une situation qui veut que les uns aient tous les droits et les autres aucun. Là, nous pourrions cependant trouver le chemin pour naviguer ensemble, à condition de nous mettre d'accord sur les objectifs recherchés.

À moins que vous ne préféreriez vous retrouver aux côtés de Claude Allègre, vous par le biais du capital sans entrave (ou si peu), lui par la revendication d'une gouvernance d'experts, c'est-à-dire essentiellement lui-même, consacrée à remplacer les choix démocratiquement opérés.

« Le problème, ce n'est pas l'énergie, c'est l'eau... » L'audace de Claude Allègre est sans limites. Cette attitude, pour qui connaît l'arrière-plan alimentaire mondial, confine à un cynisme débridé. Comment oser séparer les deux sujets sans énoncer ce qui les relie et leur interdépendance, parfois cruelle, dans les zones les plus déshéritées de cette Terre... Tous ces propos sont navrants et éloignés d'une approche concrète des problèmes.

Car, quand nous entrons dans le concret, arc-bouté à votre mythe, que dis-je, à votre croyance en la linéarité du progrès, vous ne cherchez pas à affronter les problèmes. Vous vous enfermez dans la dénégation.

Vous parlez de raison et d'innovation, mais vous combattez ces mêmes solutions quand elles existent et se présentent à nous. Vous ne voulez pas rendre efficaces nos consommations d'énergie. Vous voulez continuer à vous embouteiller. Vous continuez à vendre la fission nucléaire comme la panacée universelle (encore une) alors qu'au rythme actuel cette

Et si on passait enfin au vert ?

technique marginale (5 % de l'énergie mondiale) aura tout donné d'ici à cinquante ans.

Claude Allègre fait profession de mauvaise foi. Je le laisse à ses tourments. Mais, entre deux personnalités de gauche inscrites dans l'histoire de la social-démocratie et un homme de droite inspiré des Lumières, nous devrions trouver le chemin commun. Il ne passe pas par l'anathème et la caricature de ce qu'est l'autre. Il passe par l'acceptation d'un fait. Le monde à dix milliards d'habitants va manquer de tout. 80 % des six milliards et demi d'humains vivant actuellement ne mobilisent que 20 % des ressources. Dès lors, la question du risque d'ensauvagement est réelle, lui qui constituerait justement la mise à mal de tout l'héritage positif des Lumières.

Il faut foncer pour engager tout ce qui nous redonne de la liberté de choix et des marges de manœuvre sur l'avenir. Personne n'a de réponses à toutes les questions. Mais il est évident que tout ce qui rend dépendant d'un ailleurs, de l'argent, d'arbitrages produits par d'autres, sans que nous ayons demain notre mot à dire, constitue pour nous une menace. Nous vous invitons à reprendre le chemin de la maîtrise collective de nos destinées humaines. En mettant la tête dans le sable, non seulement vous ne réglez rien, mais de surcroît vous nous faites perdre un temps précieux, perte dont les conséquences dans quelques décennies pourraient être funestes.

Au lieu de rester enfermés dans le mythe du progressisme, ouvrez les yeux et mettez votre matière grise au service d'une synthèse entre les bons héritages des Lumières et les vraies contraintes du présent et du futur.

Le qualitatif plutôt que le quantitatif

La formidable mobilisation citoyenne des signataires du pacte de Nicolas Hulot s'est imposée aux candidats à la présidentielle de 2007. En conséquence, celui qui a emporté l'élection a décidé le Grenelle de l'environnement. S'il y avait bien eu auparavant quelques avancées, le développement durable est désormais reconnu comme un des traits majeurs de notre avenir. Mais le message est singulièrement affaibli quand les décisions fiscales sont justifiées par les malheurs

des plus fortunés et que l'argent est présenté comme seul vecteur de la réussite. Le bling-bling comme mode de vie, les gadgets à 50 000 euros, les week-ends dispendieux : tout cela flaire bon le bilan carbone pour le peuple et l'absence de limites pour les élites. En prime, la télé réalité et les jeux d'argent comme modèle républicain d'ascenseur social. Faites ce que je dis, pas ce que je fais... Ce culte de l'argent roi détourne du rapport à la responsabilité, vertu cardinale du siècle qui a commencé.

Les ressources les plus abondantes sont celles dont nous pourrions nous passer et que nous mobilisons inutilement du fait de l'inefficacité de nos systèmes. Ceux-ci ont été conçus pour accroître la consommation, accumuler des équipements, des infrastructures. Le productivisme a considéré dans ses heures de gloire que l'approche quantitative prévalait sur une approche qualitative. Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse... Toute valeur ajoutée, même construite sur l'exploitation d'autrui, sur la destruction des hommes, des ressources ou des milieux, était considérée comme bonne. Cette conception aveugle du « progrès » a vécu. Nous devons désormais réfléchir autrement : la destruction n'est pas un enrichissement et ne peut donc nullement constituer une valeur ajoutée. Lorsqu'un nouvel agent économique dont l'utilité n'est pas avérée – mais qui entraîne des coûts supplémentaires pour les producteurs primaires et/ou les consommateurs finaux – est introduit dans un circuit économique, cela ne constitue pas une valeur ajoutée. L'alourdissement artificiel des coûts n'est pas un progrès, pas plus que l'alourdissement inutile du carbone dans un circuit de production – avec, en corollaire, le rejet de GES. Désormais, la qualité, l'efficacité et la sobriété sont souhaitées dans tous les secteurs.

Sans conduire de politiques régressives aveugles, et sans céder aux raisons purement idéologiques, il faut travailler, dans le secteur public, à réduire ce qui peut être réduit, en fonction de l'évolution des besoins et des missions. L'idée qu'il n'est pas besoin de payer trois salaires quand deux suffiraient doit être acceptée, car les moyens inutilement mobilisés font sûrement défaut dans d'autres secteurs publics. Sans parler des acteurs, au sein de la société ou dans le tissu

Et si on passait enfin au vert ?

socio-économique, créateurs des richesses et des emplois de demain, qui peinent à trouver les soutiens suffisants pour donner l'impulsion à la création de nouveaux services ou de nouvelles productions.

Croissance et décroissance

Je voudrais exprimer une opinion sur le pseudo-débat qui opposerait le mouvement de la décroissance à un réformisme écologique que nous incarnerions. Lorsque j'ai confié, en tant que secrétaire d'État à l'Économie solidaire, à Patrick Viveret¹ un rapport sur les indicateurs de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) appliqués à la France, l'idée était de procéder à une analyse critique du calcul du PIB et de cerner les conditions nouvelles qui permettraient de reconnaître la valeur de fondamentaux de nos développements non pris en compte dans le calcul, comme le bénévolat ou les grandes solidarités humaines et familiales, sans lesquelles la société, y compris économique, ne saurait fonctionner. Il est d'ailleurs étonnant, dix ans après, de retrouver ces constats dans la bouche du président de la République, présentant le rapport de l'économiste Joseph Stiglitz.

La question n'est donc pas d'opposer au principe de croissance la décroissance. Mais de cerner les dynamiques de croissance des biens et services du développement durable (et si possible avant que les autres pays et régions aient pris une avance sur nous) comme les dynamiques de décroissance des productions incompatibles avec le développement durable. La responsabilité politique consiste à organiser les parades contre les risques et à animer les processus de transition. Oui, nous partageons l'idée qu'il faut créer les conditions de régulation empêchant l'affaiblissement des protections sociales et environnementales. Oui, nous considérons que les potentiels de relocalisation dans certaines filières, comme la construction, l'alimentation, les énergies, etc., sont tels qu'une partie des échanges continentaux ou mondialisés devrait décroître, dans une proportion

1. *Reconsidérer la richesse: rapport final de la mission « Nouveaux Facteurs de richesse »*, rédigé en 2002 par Patrick Viveret, philosophe et conseiller référendaire à la Cour des comptes.

difficile à cerner. Par ailleurs, bien malin celui qui saurait décrire le rythme de ces évolutions. Mais attention ! Quand on prétend conduire une action politique et prendre des décisions, il faut répondre à ce que tous les écologistes partagent : le sentiment d'urgence.

Imaginer que l'élévation rapide des contraintes surdéterminera les évolutions (ce qui mettrait les acteurs dans l'incapacité d'organiser en bon ordre les adaptations) serait une attitude aux frontières du rationalisme et de la croyance. Si urgence il y a, il ne peut être question d'attendre. Ce qui semble vrai aux scientifiques – avec leur croyance dans le fait que tout progrès scientifique et technique ne saurait être questionné, encadré ou orienté dans ses applications – ne doit pas devenir un facteur d'égarement intellectuel pour nous.

Une posture de réformistes

On peut voir actuellement à la télévision une publicité pour une marque de voiture qui, de manière outrancière, caricature les écologistes intégristes, revenus à la guerre du feu. C'est cruel... mais salutaire. Je discutais récemment dans un festival écolo alternatif avec un étudiant, fils d'une famille écologiste décroissante, qui m'expliquait qu'il ne vivrait pas au-delà de cinquante ans, qu'il fallait revenir dans les campagnes, envisager de supprimer les villes... Je lui ai fait remarquer que la ville avait inventé le commerce, la culture et la démocratie, et qu'avant de jeter le bébé avec l'eau du bain, tout cela méritait sans doute réflexion ! Derrière cette posture se cachent des mythes non pas salvateurs, mais destructeurs. L'idée que les événements conduisent une société, ou qu'il est possible de conduire une société contre elle-même, est une monstruosité. L'histoire a tranché cette question et, à chaque fois, les instigateurs de ce type d'approche politique en ont été les premières victimes. Très vite, ils ont été supplantés par des systèmes totalitaires. Il ne peut y avoir de scénario qui ne soit une transition en bon ordre, autant qu'il est possible, évitant l'écueil de « l'ensauvagement ». Nous devons donc assumer une posture de réformistes, radicaux certes, mais inscrits dans le corps à corps avec la société réelle.

Se cache pour moi derrière cette posture de « décroissance immanente » quelque chose de plus grave politiquement,

Et si on passait enfin au vert ?

annonciateur de ce qui divisera en deux branches la famille écologiste. Ce débat sera aussi vif dans quelques années – quand la majeure partie du spectre politique se répartira autour de nos analyses – que l’a été en son temps celui du rapport démocratique au socialisme et de la séparation d’avec ceux qui prônaient la dictature du prolétariat. Un jour, quelqu’un devra prononcer un discours analogue à celui de Léon Blum lors du congrès de Tours, qui annonçait le refus d’un totalitarisme et la primauté de la voie démocratique.

La conséquence de notre posture réformiste est d’affirmer que nous devons incarner les solutions et les prises de responsabilité, y compris celle d’assumer des choix alternatifs qui fassent concrètement reculer les risques. Attendre le recul de l’effet de serre par le chaos ne constitue ni une politique ni une projection intelligente ! Si l’on veut faire reculer les rejets de GES en ayant moins de voitures, de camions et d’avions, il faut assumer les stratégies de substitution aux politiques actuelles. Notre devoir est de remplir les journaux de propositions dont le titre commencerait par « Les écologistes pour ceci », « Les écologistes pour cela ». La question, nous l’avons dit, est de cerner les dynamiques de croissance des biens et services du développement durable comme les dynamiques de décroissance des productions incompatibles avec ce dernier, mais aussi les règles du jeu qui organisent les conditions de la disparition des consommations évitables.

Changer d’état d’esprit

Nous devons arrêter de nous plaindre de la mauvaise gouvernance des autres pour mettre en avant celle que nous proposons. La politique agricole commune (PAC) est mauvaise ? Il nous revient de conduire le débat dans l’opinion sur les critères permettant de soutenir l’agriculture dans une logique différente, et de définir la PAC Alter de 2013. Du boulot en perspective pour José Bové ! Nous voulons rendre performants les usages énergétiques partout ? Décrivons le chemin qui y mène. Nous voulons les thermies et les kilowattheures comme les emplois d’une autre politique énergétique ? Décrivons celle-ci filière par filière, dans ses potentiels et ses mises en œuvre. Notre état d’esprit doit changer. Nous

Avant-propos

devons nous considérer comme une formation capable de jouer de grands rôles et être investis de l'idée qu'il nous appartient, plus qu'à toute autre famille politique, de pousser les feux et de débroussailler les sentiers de l'avenir.